

Analyse : Madagascar, terre de bandits impitoyables

IrinNews - 21/07/12



Photo: [Guy Oliver/IRIN](#)

Des écolières en route pour aller chercher de l'or près de Ankavandra, une zone infestée de bandits dans l'ouest de Madagascar

AMBOTRAGANO, 21 juillet 2012 (IRIN) - Il aura fallu deux ans à Zakamihaingo Razafindranoivo, 37 ans, pour réunir 900 dollars afin de remplacer ses deux zébus volés (une vache à bosse caractéristique de Madagascar, un bien précieux) en vendant des légumes et des épices qu'il avait fait pousser sur sa parcelle de terre à Ambotragano, un village à environ 20 km au nord de la capitale, Antananarivo.

« À 9 heures du matin, j'ai jetté un coup d'œil [aux zébus] et ils étaient toujours là et, deux heures plus tard, ils avaient disparu », a-t-il dit à IRIN. « J'ai besoin d'eux pour travailler dans les champs, pour tirer la charrette et pour produire de l'engrais. Ces animaux sont importants ».

M. Razafindranoivo et des volontaires de la communauté ont suivi la trace des voleurs de bétail trois jours durant avant d'abandonner la traque. Ils affirment que le vol de bétail et de nourriture a augmenté depuis 2009 – après que Andry Rajoelina a pris le pouvoir avec l'aide de l'armée et a obligé le président Marc Ravalomanana, élu à deux reprises, à s'exiler en Afrique du Sud.

Environ un tiers de Madagascar est recouvert par des « zones rouges », expression locale désignant près de 200 000 kilomètres carrés de territoire sur lequel le gouvernement n'exerce que peu de contrôle, voire aucun, et où le banditisme prospère, selon les analystes.

Oliver Jütersonke a co-écrit avec Moncef Kartas un chapitre de [l'annuaire 2011 du Small Arms Survey](#) (SAS - Enquête sur les armes légères) sur la montée de l'insécurité dans l'île, intitulé Logique de l'exploitation, Insécurité et banditisme à Madagascar. Il a déclaré à IRIN : « Les zones rouges sont caractérisées par une population éparsée et un terrain qui rend les patrouilles ou toute sorte d'intervention assez difficiles. Les interventions de sécurité exigent un équipement et des moyens de communication de bonne qualité, des hélicoptères et des 4x4 – qui sont tous en nombre très limité.

« De plus, une surveillance efficace dans les zones rouges et dans beaucoup d'autres zones rurales demanderait des forces de sécurité disciplinées et bien entraînées ; lesquelles le sont à peine à Madagascar », a-t-il dit.

Les 'dahalo'

En juin 2012, près du village de Ilambohazo, dans la région du sud-est, Anosy, des affrontements entre les 'dahalo' (terme malgache signifiant « bandits ») et les forces de sécurité de Madagascar envoyées dans la zone à la suite du vol d'environ 900 zébus, se sont terminés en accrochages meurtriers.

Selon une [mise à jour des Nations Unies du 21 juin 2012](#) : « Initialement, il a été fait état de six membres des forces de sécurité [cinq militaires et un gendarme] tués au cours de l'attaque, mais 11 autres corps ont récemment été découverts. Sept autres membres des forces de sécurité ont été blessés et quatre personnes sont encore portées disparues ».

Après les affrontements, les 'dahalo' ont menacé d'attaquer d'autres villages d'Anosy - Bevoay, Emagnobo, Enaniliha, Enakara-Haut, Ampasimena et Ranomafana - ce qui a poussé environ 1 800 personnes à chercher refuge dans la capitale régionale, Tolagnaro (également appelée Fort-Dauphin).

Selon le rapport, le gouvernement a réagi en déclarant qu'il préparait une « offensive majeure contre les 'dahalo' » et un hélicoptère a été dépêché à Tolagnaro.

D'après [Africa Confidential](#), le groupe de 'dahalo' en cause – estimé à 400 hommes selon des sources de presse locale – était commandé par Arthur Rabefihavanana, un ancien membre de la garde présidentielle de Didier Ratsiraka, connu sous le nom de Remenablia. La revue spécialisée a cité un militaire de haut-rang. Ce dernier a affirmé que l'insécurité régnant dans le grand sud – région de l'île semi-aride et souvent en proie à la sécheresse – s'apparentait davantage à une guerre de guérilla.

Les activités des 'dahalo' ne se limitent pas à une zone en particulier. Néanmoins, la presse locale a fait état de 160 attaques de 'dahalo' de mai à juillet 2010 dans la région du nord-ouest, Mahajanga, avec plus de 3 000 bovins volés. Mais il est probable qu'il y ait eu plus d'incidents non signalés.

Le 'dahalo' est une composante de la société malgache depuis l'époque pré-coloniale, mais sa définition a changé. Il ne s'agirait plus de vols de bétail ritualisés entre communautés rurales voisines qui marquaient le passage de l'adolescence à l'âge adulte. Dans le Madagascar contemporain, il est synonyme de bandes criminelles organisées.

Des bandits bien armés

Selon l'enquête SAS de 2011 « Les groupes 'dahalo' les plus grands et les plus puissants fournissent des fusils d'assaut (essentiellement des AK-47) et des munitions à tous leurs membres. Ils escortent, en plein jour, de grands troupeaux de bétail volé, avec leurs armes à la ceinture sur plusieurs centaines de kilomètres, et traversent des régions et des provinces entières... Ils mènent désormais de véritables raids, prenant des femmes et des enfants en otage, et brûlant des habitations ».

En réponse à la montée de l'insécurité rurale, des communautés ont mis en place des 'andrimasom-pokonolona' (groupes d'autodéfense) et, dans certains cas, font appel à des sociétés de sécurité privées pour se protéger des bandits.

M. Jütersonke a déclaré : « Les villageois et ces sociétés [de sécurité] privées n'ont aucun intérêt à arrêter ces 'dahalos'. Ils essayent de les tuer quand ils le peuvent, car, capturés, soit les bandits s'échappent avec l'aide de leur bande, soit ils sont relâchés par un système judiciaire corrompu ».

« Les 'dahalos' réagissent à leur tour en agrandissant leurs rangs et en s'armant plus lourdement. [...] Dans le même esprit, les forces de sécurité ont aussi tendance à faire taire définitivement leurs captifs plutôt que de les arrêter, de peur que ces derniers [les 'dahalo'] ne parlent de leur collusion [avec les forces de sécurité] ».

Amotragano possède son propre groupe d'autodéfense et « s'il y a des gens que nous ne connaissons pas, le garde du village ira leur demander ce qu'ils font ici » a dit M. Razafindranoivo. Cependant, c'est une opération qui se déroule le jour, car les villageois sont trop effrayés pour patrouiller après le coucher du soleil.

« Les groupes 'dahalo' les plus grands et les plus puissants fournissent des fusils d'assaut (essentiellement des AK-47) et des munitions à tous leurs membres. Ils escortent, en plein jour, de grands troupeaux de bétail volé, avec leurs armes à la ceinture »

Piers Pigou, directeur du projet Afrique du sud-est pour International Crisis Group (ICG) a dit à IRIN que la sécurité

à Madagascar - loin d'être idéale avant 2009 - avait empiré à cause d'un secteur de sécurité aux moyens et à la légitimité en baisse, et qui « favorise en retour des activités criminelles opportunistes, et évidemment, la situation entraîne des conditions socio-économiques qui se détériorent ».

La Banque mondiale affirme que les 20 millions d'habitants du pays ont un revenu annuel par tête d'environ 400 dollars, et estime que plus de 75 pour cent de la population vit dans la pauvreté. La communauté internationale des bailleurs de fonds a gelé toute l'aide, hormis l'aide d'urgence, au lendemain du coup d'État de 2009. Malgré les négociations de la communauté internationale et de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) pour le retour de la démocratie, l'avenir politique du pays demeure incertain.

Les liens entre les 'dahalo' et l'armée

David Zoumenou, un analyste expert de l'Institut d'études de sécurité ([ISS](#)) basé à Pretoria, a déclaré à IRIN : « Les liens entre l'armée et les 'dahalo' sont considérés comme l'un des plus grands risques du pays », surtout dans les « environnements qui ne sont pas sous contrôle étatique » des zones rouges. En effet, le pays riche en ressources fournit un grand éventail d'opportunités pour les associations de criminels à la fois locales et internationales : du commerce du palissandre aux pierres précieuses et semi-précieuses, en passant par la contrebande d'espèces sauvages prisées.

[En juillet 2011](#), les autorités ont confisqué six conteneurs de rondins de palissandre d'une valeur de 600 000 dollars dans un port du nord-ouest du pays.

Les zones rouges ne sont pas un « problème nouveau ». Les bandits aux surnoms tels que Ratsibahaka (Le Lémurien Méchant) ou Zaza Mola (Bébé Fou) font désormais partie du folklore de l'île à cause de leurs exploits criminels, « mais, depuis 2002, elles [les zones rouges] ont pris de l'importance », a dit M. Zoumenou.

L'instabilité politique facilite la prolifération des armes légères sur l'île. Après le refus de M. Ratsiraka d'accepter sa défaite électorale face à M. Ravalomanana, le pays s'est retrouvé au bord de la guerre civile en 2002. À l'époque, l'intervention de la communauté internationale avait permis d'éviter le conflit.

Au cours de cette impasse politique – qui a provoqué un blocus de six mois de la capitale – l'armée s'est divisée entre les camps ennemis. Les deux candidats à la présidence ont recruté des civils et des réservistes pour former des milices dans le but de renforcer leurs brigades respectives : les 'légitimistes' de M. Ravalomanana contre les 'loyalistes' de M. Ratsiraka.

« Beaucoup de gens se sont servis dans l'arsenal de l'État et n'ont jamais rendu les armes. En fait, des rumeurs circulent disant que beaucoup de ces hommes armés sont les 'dahalo' d'aujourd'hui », a affirmé M. Kartas.

Selon les analystes, en l'absence de toute initiative pour récupérer les armes légères, il est facile de se procurer des armes à feu via des réseaux illicites, y compris des fusils d'assaut AK-47. De plus, il semblerait que les forces de sécurité, mal payées, louent leurs armes. En même temps, la ville d'Ambatolampy, à environ 70 km au sud d'Antananarivo, est réputée pour être le principal centre de production d'armes à feu artisanales de l'île.

La réforme du secteur de la sécurité

L'anarchie rurale grandissante a pour toile de fond un manque de réforme efficace du secteur de la sécurité. Dans l'ensemble, Madagascar a hérité et a maintenu un système de sécurité tripartite : une armée composée de 12 500 hommes - bien que la structure des officiers haut gradés soit suffisante pour une armée de plus de 400 000 soldats ; une gendarmerie de 8 100 personnes censées assurer la sécurité dans les zones rurales ; et une police d'environ 20 000 hommes, soit un officier pour 1 000 habitants. Au sein de la hiérarchie sécuritaire, le chef de police du pays a un rôle subalterne.

Selon l'enquête SAS, « La gendarmerie est caractérisée par une proportion excessive d'officiers haut gradés, l'ingérence dans la politique intérieure et l'enrichissement personnel – à l'image de l'armée. [...] En définitive, [la gendarmerie] est un service inefficace sur le vaste territoire insulaire ».

Les forces aériennes malgaches – composées de quelques centaines de personnes – disposent d'une flotte vieillissante de plusieurs appareils, tandis que la marine – dont l'effectif est de 500 – possède environ six bateaux patrouilleurs, ce que les analystes considèrent insuffisant pour patrouiller le long des 4 828 km de littoral de la quatrième plus grande île du monde. Madagascar abrite de nombreux ports naturels qui offrent des points d'ancrage pour les navires de haute mer – et ne permettent qu'une faible résistance à l'exportation illégale des ressources terrestres et maritimes.

L'auteur de SAS, M. Kartas, indique que, depuis le coup d'État de 2009, les conditions de vie dans les zones rurales ne se sont pas améliorées et « de plus, avec le nouveau régime, l'influence militaire en politique a augmenté considérablement. Et la sécurité s'est focalisée sur la sécurité du régime, et non sur la sécurité humaine ».

Les officiers de l'armée ont carte blanche dans les zones rurales ?

M. Rajoelina a cité les Forces d'Intervention Spéciales (FIS), unité militaire bien équipée, comme un corps capable de combattre les 'dahalo' mais, en pratique, ils ont seulement supprimé les éléments suspectés de planifier un contre coup d'État pour renverser le gouvernement de M. Rajolena, en 2010.

M. Kartas a dit que « l'autorité et la place [de l'unité] dans l'appareil de sécurité reste trouble ». Certains officiers des FIS sont issus des casernes du Corps d'armée du personnel et des services administratif et technique (CAPSAT) à Antananarivo, qui avait apporté un soutien considérable à M. Rajolena lorsqu'il a démis le président Ravalomanana.

M. Zoumenou de l'ISS a déclaré que M. Rajolena avait fait des « concessions » à la classe des officiers de l'armée en leur permettant, en gros, de « faire ce qu'ils voulaient » dans les zones rurales, en échange de leur soutien pour son maintien au pouvoir, et « maintenant, tout est possible ».

« S'ils [les 'dahalo'] deviennent une force disciplinée et bien équipée, l'armée nationale et les forces de sécurité feront face à un redoutable défi »

M. Pigou de l'ICG déclare : « Les militaires restent les faiseurs de rois – même si la nature de leurs relations avec certains hommes politiques est symbiotique. Tout accord doit, d'une manière ou d'une autre, passer par eux pour qu'ils ne puissent s'y opposer. Même s'ils sont peut-être incapables, à eux seuls, d'offrir une solution politique ou une alternative, on peut imaginer qu'aucune 'solution' politique n'aurait de fondement solide sans leur bénédiction ».

M. Jütersonke a dit que le vol de bétail était une activité rentable mais que la vraie question était la suivante : Les 'dahalo' se sont-ils tournés vers d'autres activités criminelles et « vont-ils, ne serait-ce que commencer à adopter ou à exprimer des objectifs politiques ? S'ils [les 'dahalo'] deviennent une force disciplinée et bien équipée, l'armée nationale et les forces de sécurité feront face à un redoutable défi ».

Source : <http://www.irinnews.org/fr/Report/95920/Analyse-Madagascar-terre-de-bandits-impitoyables>